



DECLARATION LIMINAIRE

DIALOGUER, OUI. SE JUSTIFIER, NON.

Lundi 21 septembre s'est tenu un CSA au sein de notre établissement. Notre première option face au rapport du CGLPL, aux décisions de justice et au manque de reconnaissance depuis l'ouverture du QLCO était de boycotter. Nous avons finalement siégé pour exiger des réponses, notamment pour nos collègues du QPR.

Et quelle déception ! Entendre notre **Chef d'Établissement** affirmer que les autorités veulent « éviter tout conflit social » relève de la farce. **Le bureau local Force Ouvrière JUSTICE** propose donc de garder le QPR si personne n'en veut ! Évidemment, c'est une vaste fumisterie pour faire croire aux agents qu'ils ont le choix. Depuis quand des idées venues d'en bas intéressent-elles ces personnes installées dans leurs **bureaux dorés** ? JAMAIS.

Cagoule, mépris et silence radio

Autre « **grand moment** » de ce CSA : l'autosatisfaction de notre **Chef d'Établissement** quant au maintien du port de la cagoule. Une petite blague de mauvais goût. C'est un point, certes, mais insuffisant. Nos personnels ont été salis, pointés du doigt et abandonnés.

Pire : le silence assourdissant de notre institution face à ce contexte lourd. Aucun soutien clair pour rappeler que les agents ne sauraient être tenus pour collectivement responsables.

Démontrer notre innocence ?

L'administration a exigé que nous fassions une proposition pour prouver notre respect du code de déontologie.

Une telle démarche relève davantage de l'affichage.

Accepter cela reviendrait à valider une culpabilité collective suggérée par le rapport du CGLPL. Quant à la brillante idée du **Chef d'Établissement**, une activité d'analyse avec animateur extérieur pour nous « réapprendre » à intervenir, elle est tout aussi inacceptable. Comment participer à une mascarade dont le postulat de départ est que nous serions tous coupables ?

Nous avons cru au dialogue le 21 septembre. Face au mépris, à l'absence de réponses sincères et à la considération ubuesque que nos responsables portent aux agents, **le bureau local Force Ouvrière JUSTICE** dit stop.

SLP FO Justice CP Condé sur Sarthe

Le : 01/10/2026

